



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Lorient, le 26/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE SANDERS BRETAGNE
Parc d'Activités de Saint-Caradec
BP 61
56920 SAINT-GÉRAND-CROIXANVEC

Références : JPLP/FD/E/2024

Code AIOT : 0005502042

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement SOCIETE SANDERS BRETAGNE implanté Parc d'Activités de Saint-Caradec - BP 61 - 56920 SAINT-GÉRAND-CROIXANVEC. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE SANDERS BRETAGNE
- Parc d'Activités de Saint-Caradec - BP 61 - 56920 SAINT-GÉRAND-CROIXANVEC
- Code AIOT : 0005502042
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SANDERS installée à Saint-Gérand exploite un établissement spécialisé dans la fabrication d'aliments pour bétail et le stockage de céréales.

Le site SANDERS à Saint-Gérand dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 27 avril 1984 et d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 11 mai 2011.

Il relève également de la directive IED (rubrique 3642 : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 12	Sans objet
2	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Sans objet
3	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Sans objet
4	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Sans objet
5	Modifications	Arrêté Préfectoral du 27/04/1984, article II-1	Sans objet
6	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 15	Sans objet
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation a présenté, lors de la visite, un bon niveau de propreté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Prescription contrôlée : Article 12 (Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits) Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.(...) Les aires de chargement et de déchargement sont : <ul style="list-style-type: none">- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;- -soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.

Constats :

Le site dispose de 2 fosses de réception protégées sous abri et de 4 points de chargement couverts, elles sont équipées d'un système d'aspiration de poussières. Lors de l'inspection ces aires étaient propres. Le nettoyage de ces espaces est intégré dans le plan de nettoyage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Prescription contrôlée :

Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

Constats :

Le site est équipé de colonnes d'aspiration et d'aspirateurs industriels ATEX. Les prises d'aspiration sont disposées dans l'ensemble de la structure et notamment à chaque étage de la tour de manutention. Lors de la visite, le sol, les parois et les chemins de câbles étaient propres ainsi que l'extérieur des appareils de manutention (transporteurs, broyeurs...). La fréquence de nettoyage est adaptée à l'équipement concerné et n'excède pas une semaine.

Les opérations de nettoyage font l'objet d'une procédure spécifique, un carnet de suivi est en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Prescription contrôlée :

Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Une instruction générale usine de nettoyage et une instruction sur le nettoyage de la zone de réception des matières premières sont en place. Un plan de nettoyage issu de ces instructions a été établi. Les fréquences, la localisation de ces nettoyages sont indiquées dans les instructions et le plan de nettoyage. Les opérations de nettoyage sont consignées dans un registre par zones. Une évaluation visuelle est effectuée par des contrôleurs nommément désignés (Responsable QSE, responsable du site...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Prescription contrôlée : Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Constats : Les opérations de nettoyage se font à l'aide d'aspirateurs industriels classés ATEX. Ils sont connectés au réseau de colonnes d'aspiration, permettant un nettoyage optimum.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/1984, article II-1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : [...] Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, Commissaire de la République du Département du Morbihan avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Par transmission en date du 21 juillet 2023, l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet, son intention de mettre en place une cuve de propane d'une capacité de 32 tonnes, en vue d'alimenter sa chaudière principale. Cette modification a pour conséquence, la possibilité d'alimenter la chaudière, soit par le gaz naturel ou par le propane. Elle a été motivée par l'augmentation du prix du gaz naturel liée à la conjoncture. L'inspection a informé l'exploitant que son porter à connaissance n'avait pas encore été traité, mais qu'il allait faire l'objet d'une instruction, en parallèle de la rédaction du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Prescription contrôlée : Article 15 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur). Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration. Le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. (...)

Constats :

Les élévateurs sont équipés d'une aspiration en tête et pied, les transporteurs à bande et à chaîne sont équipés d'une aspiration en tête.

Les équipements de manutention sont équipés des dispositifs de sécurité suivants :

- contrôleurs de rotation,
- trappe de bourrage,
- contrôleurs de déport de bande,
- protection thermique des moteurs.

La manutention est asservie au système d'aspiration, le bon fonctionnement est vérifié périodiquement.

Le site est équipé de filtres à manches qui sont équipés d'évents, suivant leur emplacement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement

Prescription contrôlée :

Rubrique 2160-1-a, silos de stockage de céréales : autorisation

Rubrique 2260-1, Broyage, concassage... : autorisation

Rubrique 2910-A2, combustion : déclaration

Constats :

Depuis son arrêté préfectoral d'autorisation (1984), la nomenclature des installations classées a évolué à de multiples reprises.

L'exploitant a fait le bilan de ses activités au regard de la nomenclature en vigueur :

Rubrique n° 2160

Par décret n° 2012-1340 du 26 novembre 2012, la rubrique n° 2160 a été modifiée. Cette modification a consisté à différencier les silos plats des silos verticaux, cette modification a pour conséquence le classement suivant :

2160-2-a : silos verticaux de 44 326 m³ à autorisation

2160-1-b : silo plat de 15 000 m³ à déclaration.

Rubrique n° 3642

Par décret n° 2012-384 du 20 mars 2012, la rubrique 3642 a été créée pour l'activité de traitement et de transformation de matière premières végétales ou animales. Suite à cette création, l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité pour cette rubrique, le 2 mai 2013. Désormais le site est classé de la manière suivante :

3642-2-A : volume de 2 000 t/j à autorisation (IED).

Rubrique n° 2260

Par décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019, la rubrique n° 2260 a été modifiée, pour exclure l'activité de combustion par chauffage direct, lorsqu'elle se fait dans une installation de stockage de céréales, classée sous la rubrique n° 2160.

En conséquence, il en ressort que le site de SANDERS à Saint-Gérard, n'est plus classé sous la rubrique n° 2260.

Rubrique n° 2910

Le site reste à déclaration pour une puissance nominale de 16,886 MW.

Rubrique n° 4734

Par décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, la rubrique 4734 a été créée pour l'activité de stockage de produits pétroliers. Suite à cette création, l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité pour cette rubrique, le 20 mai 2016. Désormais le site est classé de la manière suivante :

4734-2-c : quantité de 105,6 t à déclaration

Rubrique n° 1435

Par décret n° 2010-367 du 13 avril 2010, la rubrique 1435 a été créée pour l'activité de station service. Suite à cette création, l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité pour cette rubrique, le 20 mai 2016. Désormais le site est classé de la manière suivante :

1435-2 : volume annuel de 1 000 m³ à déclaration.

Compte-tenu de ces constats et afin d'intégrer les modifications de la nomenclature et la mise à jour de la situation administrative établie par l'exploitant, un arrêté préfectoral complémentaire va être proposé à M. le Préfet du Morbihan.

Type de suites proposées : Sans suite

